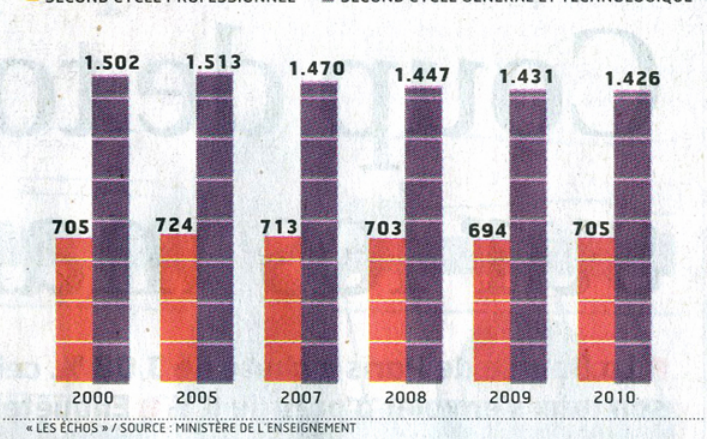
Bac pro : Sarkozy veut une année en alternance

Le président sortant propose que l'année de terminale du bac pro se fasse « en apprentissage, en alternance ». Suscitant un tollé dans les lycées professionnels et des interrogations sur la faisabilité de cette mesure.



C'est une mesure qui tentait Nicolas Sarkozy depuis longtemps. Qui s'inscrit dans la droite ligne de la réforme qu'il projette au collège avec la création de 4e et 3e « professionnelles ». Et qui cadre avec son objectif d'atteindre 800.000 alternants en 2015 et 1 million à terme. Au moment de dévoiler son projet pour l'école fin février, il a proposé sur France 2 que « *la troisième année du bac professionnel soit systématiquement en apprentissage, en alternance dans l'entreprise* ». L'objectif ainsi est de toucher 250.000 jeunes.

« *L'alternance est une pédagogie qui réussit. Ceux qui passent par l'apprentissage ont un taux d'insertion professionnelle de 10 points supérieur aux autres* », fait valoir Jean-Baptiste de Froment dans l'équipe de campagne du chef de l'Etat. Concrètement, il s'agirait de faire passer aux lycéens de terminale de la voie professionnelle « *50 % de leur temps en entreprise. Ensuite, les modalités sont à définir et seront souples* », ajoute-t-on. Aujourd'hui, ils réalisent 22 semaines de stage durant les trois ans de lycée, dont 8 en terminale. Cette proposition porterait à 18 semaines en terminale le temps passé en entreprise. Mais il s'agirait, précise-t-on dans l'entourage du candidat, de « *contrats d'apprentissage* », mais aussi « *de simples stages* ».

Une proposition dans laquelle le Snetaa-FO, premier syndicat de l'enseignement professionnel, voit une nouvelle occasion de supprimer des postes, « *d'offrir aux entreprises une main-d'œuvre sous-payée* » et de nier la mission de « *remédiation* » des lycées professionnels que n'assumeront pas les entreprises. La baisse de la part d'enseignement interroge aussi quant au bagage qui sera donné à ces élèves. Au SGEN-CFDT, qui dénonce avec cette mesure une « *stratégie électoraliste* », on souligne que « *l'apprentissage n'est pas la panacée au problème de l'emploi des jeunes mais une modalité de formation pertinente et adaptée à certains métiers* » et on juge la mesure « *irréaliste économiquement* ».

Le zéro charges pérennisé

L'Association nationale des apprentis de France (Anaf) s'interroge elle aussi sur la capacité d'accueil des entreprises. L'apprentissage a crû ces dernières années dans l'enseignement supérieur mais reculé dans le secondaire. Un phénomène d'ailleurs aggravé par la crise.

Dans l'équipe de campagne du candidat, on met en avant des « *mécanismes incitatifs pour aider les entreprises à faire face* », comme la « *pérennisation du zéro charges* » pour un apprenti dans les TPE. Et on reconnaît qu'avec la baisse du nombre de semaines de cours, des « *moyens seront dégagés* ». « *Un lycéen professionnel coûte très cher, plus qu'un apprenti,* souligne-t-on dans l'équipe de campagne. *Le delta économisé peut être consacré à permettre aux entreprises, notamment aux petites, d'accueillir des alternants.* » Y compris, précise-t-on, en faisant en sorte que des « *enseignants puissent encadrer ces stages en entreprise* ».

De son côté, François Hollande dit vouloir « *renforcer et revaloriser les filières technologiques et professionnelles* ». Ceci, notamment en réservant aux bacheliers de ces filières les « *formations qui étaient prévues pour eux* », soit les BTS et les IUT, aujourd'hui trustés par les bacheliers généraux.

ISABELLE FICEK